



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DE L'AUTONOMIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**CIRCULAIRE N° CABINET/CNSA/DESMS/2022/115** du 28 mars 2022 relative au plan de rattrapage de l'offre personnes âgées dans les régions insulaires et ultramarines

La ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé,  
chargée de l'autonomie  
La directrice de la Caisse nationale de la solidarité pour l'autonomie

à

Mesdames et Messieurs les directeurs généraux  
des agences régionales de santé

|                           |  |
|---------------------------|--|
| <b>Référence</b>          | NOR : SSAA2212297C (Numéro interne : 2022/115)   |
| <b>Date de signature</b>  | 28/03/2022   |
| <b>Emetteurs</b>          | Ministère chargé de l'autonomie<br>Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie   |
| <b>Objet</b>              | Plan de rattrapage de l'offre personnes âgées dans les régions insulaires et ultramarines.   |
| <b>Commande</b>           | Evaluation des besoins et programmation de l'offre dans les territoires ultramarins et la Corse dans le secteur des personnes âgées.   |
| <b>Actions à réaliser</b> | Formalisation d'une proposition de développement de nouvelles solutions ayant une ouverture en 2022 avec un impact sur les crédits de dotation soins 2022 ;<br>Elaboration d'un état des besoins connus de rénovation, réhabilitation et reconstruction de l'offre existante ;<br>Formalisation d'une stratégie pluriannuelle de développement de l'offre, comprenant un calendrier prévisionnel d'utilisation d'une part des crédits de dotation soins au-delà de 2022 et d'autre part des crédits d'aide à l'investissement. |
| <b>Echéance</b>           | Premier semestre 2022  |
| <b>Contacts utiles</b>    | Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie<br>Direction des établissements et services médico-sociaux<br>Gaël HILLERET<br>Tél. : 01 53 91 28 43<br>Mél. : <a href="mailto:gael.hilleret@cnsa.fr">gael.hilleret@cnsa.fr</a><br>Romain SIBILLE<br>Tél. : 01 53 91 21 95<br>Mél. : <a href="mailto:romain.sibille@cnsa.fr">romain.sibille@cnsa.fr</a>  |

|   |  |
|---|--|
| <b>Nombre de pages et annexes</b>                                 | 4 pages + 2 annexes (2 pages)<br>Annexe 1 - Tableau de répartition régionale des « droits de tirage » de dotation soins<br>Annexe 2 - Tableau de répartition des crédits d'aide à l'investissement   |
| <b>Résumé</b>   | L'instruction présente les modalités d'un plan de rattrapage de l'offre des personnes âgées dans les régions insulaires et ultramarines et invite les agences régionales de santé (ARS) de ces régions à transmettre en retour leurs propositions. |
| <b>Mention Outre-mer</b>  | Le texte s'applique aux régions ultramarines et à la Corse   |
| <b>Mots-clés</b>  | Corse, Outre-mer, offre médico-sociale, personnes âgées.   |
| <b>Classement thématique</b>                                      | Action sociale – personnes âgées   |
| <b>Texte de référence</b>   | Néant  |
| <b>Circulaire / instruction abrogée</b>                           | Néant  |
| <b>Circulaire / instruction modifiée</b>                          | Néant  |
| <b>Rediffusion locale</b>   | Néant  |
| <b>Validée par le CNP le 12 novembre 2021 – Visa CNP 2021-140</b> |  |
| <b>Document opposable</b>   | Oui  |
| <b>Déposée sur le site Légifrance</b>                             | Non  |
| <b>Publiée au BO</b>  | Oui  |
| <b>Date d'application</b>   | Immédiate  |

Par rapport aux autres régions françaises, les régions insulaires et ultramarines se caractérisent non seulement par un taux d'équipement en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) 2 à 3 fois moindre, mais aussi par une dynamique de vieillissement plusieurs fois supérieure de nature à accroître encore fortement les écarts dans les prochaines décennies. Le rapport d'information « *le grand âge dans les Outre-Mer* » des députées Stéphanie ATGER et Ericka BAREIGTS a souligné l'ampleur des enjeux et défis de ces territoires, dans des contextes culturels et géographiques particuliers.

| Région                       | Taux d'équipement EHPAD                                 | Population GIR 1-2 : évol° par rapport à 2015                       |         | Population GIR 3-4: évol° par rapport à 2015 |                      |
|------------------------------|---|---|---------|--|----------------------|
|                              |   | En 2030   | En 2050 | En 2030 <sup>2</sup>                         | En 2050 <sup>3</sup> |
| Guyane                       | 40  | 90%   | 266%    | 125%   | 377%                 |
| Réunion                      | 33  | 36%   | 79%     | 63%  | 148%                 |
| Guadeloupe                   | 39  | 35%   | 68%     | 60%  | 121%                 |
| Corse                        | 50  | 26%   | 54%     | 46%  | 100%                 |
| Martinique                   | 44  | 28%   | 54%     | 52%  | 98%                  |
| France métropolitaine        | 100   | 9%  | 27%     | 31%  | 71%                  |
| Mayotte : données manquantes | Nb places EHPAD pour 1 000 habitants 75 ans et + (2019) | Projections modèle LIVIA, scénario central, hypothèse intermédiaire |         |  |                      |

Pour répondre à ces défis, le Gouvernement engage un programme de rattrapage de l'offre personnes âgées qui vise à proposer de nouvelles solutions aux personnes et à leurs familles, plus précisément celles ayant les besoins d'accompagnement et de soins les plus prononcés, les situations sociales les plus précaires et les plus isolées. Pour l'organiser en lien avec les collectivités départementales et les acteurs locaux, vous construirez une stratégie de développement de l'offre, pour laquelle vous définirez les offres les plus pertinentes à développer : hébergement permanent en EHPAD ; accueil temporaire, séquentiel, de jour ; services de soins infirmiers à domicile (SSIAD), service d'accueil, de protection, de soutien et d'accompagnement à domicile (SPASAD), soutien renforcé au maintien à domicile ; petites unités de vie, habitats inclusifs, projets expérimentaux...

Vous pourrez disposer à cet effet :

- d'une part, **d'une enveloppe d'aide à l'investissement**, représentant pour la totalité de vos régions 75 M€ soit 5% des crédits du plan d'investissement du Ségur de la santé ;
- d'autre part d'un **droit de tirage pluriannuel de crédits de dotations soins**, représentant à terme pour la totalité de vos régions **80 M€**.

Ces deux enveloppes doivent vous permettre de combiner les rénovations, réhabilitations et reconstructions de l'offre existante, l'optimisation de celle-ci, en particulier au travers de l'autorisation d'extensions d'établissements ou de services existants, mais aussi le développement d'offres nouvelles sur la base d'appels à manifestation d'intérêt, à candidatures ou d'appels à projets.

Afin d'obtenir des projets de qualité dans les délais, il est rappelé qu'une part des crédits d'aide à l'investissement peut être utilisée pour des études préalables, assistance à maîtrise d'ouvrage et aides en ingénierie.

Les crédits de dotation soins à terme (80 M€ en 2025) sont répartis au prorata d'un indice de besoin, établi pour 95% à partir d'une estimation du nombre de places à créer dans chaque région pour atteindre des taux d'équipement cible pour les EHPAD, les accueils de jour/accueils-hébergements temporaires (AJ/HT) et les services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et pour 5% de façon inversement proportionnelle au nombre d'actes de soins infirmiers réalisés par habitant de 75 ans et plus.

Le phasage envisagé par année des délégations de crédits de paiement est le suivant :

| 2022  | 2023  | 2024  | 2025  |
|-------|-------|-------|-------|
| 10 M€ | 20 M€ | 20 M€ | 30 M€ |

Les crédits d'investissement sont répartis au prorata :

- du tiers du nombre de places existantes en EHPAD habilitées à l'aide sociale, indicateur des besoins potentiels de rénovation, réhabilitation, reconstruction ;
- d'un nombre de places théoriques à créer, fixé à 2 400 places, majoré de 10% pour tenir compte des coûts plus élevés des créations par rapport aux rénovations, multiplié par le poids de chaque région dans l'indice de besoin décrit ci-dessus et utilisé pour répartir le droit de tirage sur la dotation soins.

Les résultats sont présentés en annexe 1 et 2 à la présente instruction. Les nombres de places calculés sont des chiffres théoriques calculés dans un but de répartition des crédits et non pour fixer un cadre aux stratégies régionales de développement de l'offre.

A partir de ce cadrage, les retours suivants sont attendus :

- une proposition de développement de nouvelles solutions ayant une ouverture en 2022 et un impact sur les crédits de dotation soins 2022 ;
- un état à date des besoins connus de rénovation, réhabilitation et reconstruction de l'offre existante, comprenant la liste des projets dont le soutien en investissement est envisagé et le niveau de maturité correspondant ;
- pour la fin du premier semestre 2022, une proposition de stratégie pluriannuelle de développement de l'offre, comprenant un calendrier prévisionnel d'utilisation d'une part des crédits de dotation soins au-delà de 2022 et d'autre part des crédits d'aide à l'investissement.

Nous mesurons l'engagement qui s'attache à la mise en œuvre de cette ambition, et savons pouvoir compter sur votre mobilisation.

La ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie,



**Signé**

Brigitte BOURGUIGNON

La directrice de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie,



**Signé**

Virginie MAGNANT

**Annexe 1 : tableau de répartition régionale des « droits de tirage » de dotation soins**

- Composante A : dotation avant pondération par le volume d'actes infirmiers de soins (AIS) attribué à l'agence régionale de santé (ARS) j :

$$\text{Dotation } ARS_j = \sum_{i=0}^n \text{nbre de places à créer}_i \times \text{coût moyen à la place national pondéré } DROM_i$$

Où  $\text{nbre de place à créer}_i = \left( \text{Taux équipement cible}_i \times \frac{\text{pop. projetée} > 75 \text{ ans}}{1000} \right) -$

$\text{Nbre de places projetées}_i$

Avec :

$i =$  catégorie d'établissements et services médico – sociaux (ESMS)

+ unités de soins de longue durée (USLD)

$\text{Taux équipement cible}_i =$  donnée fixée selon hypothèses

$\text{Nbre de places projetées}_i$

$= \text{Nb de places installées } 2020_i + \text{Nb de places programmées } 2020_i$

- Composante B : critère de pondération par le volume d'AIS

Pour chaque ARS j parmi les ARS éligibles au plan, nous appliquons la formule suivante :

$$\text{Pondération } ARS_j = \frac{\text{Poids } ARS_j}{\sum_j^m \text{Poids } ARS_j}$$

$$\text{Où } \text{Poids } ARS_j = \frac{\sum_j^m \text{Nbre d'AIS par hbt} > 75 \text{ ans}_j}{\text{Nbre d'AIS par hbt} > 75 \text{ ans}_j}$$

Il s'agit donc d'appliquer ici une pondération inversement proportionnelle au nombre d'AIS par habitant de 75 ans et plus.

Ainsi, la dotation finale par ARS est calculée de la manière suivante :

$$\text{Dotation pondérée } ARS_j = 0,95 \times \text{Dotation } ARS_j + 0,05 \times \text{Pondération } ARS_j$$

En appliquant le critère décrit précédemment à une enveloppe totale de 80 M€, l'enveloppe attribuée à chaque région est la suivante :

| Région              | Composante A        | Composante B       | Total               |
|---------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| Corse               | 11 077 825 €        | 238 083 €          | <b>11 315 908 €</b> |
| Guadeloupe          | 16 526 084 €        | 258 711 €          | <b>16 784 795 €</b> |
| Martinique          | 13 296 382 €        | 217 482 €          | <b>13 513 864 €</b> |
| Guyane              | 4 723 676 €         | 374 101 €          | <b>5 097 778 €</b>  |
| La Réunion          | 27 998 572 €        | 203 647 €          | <b>28 202 219 €</b> |
| Mayotte             | 2 377 461 €         | 2 707 976 €        | <b>5 085 436 €</b>  |
| <b>DROM + CORSE</b> | <b>76 000 000 €</b> | <b>4 000 000 €</b> | <b>80 000 000 €</b> |

## Annexe 2 : tableau de répartition des crédits d'aide à l'investissement

| Région     | Nb places EHPAD HAS | Nb théorique de places EHPAD à rénover | Part régionale dans les dotations soins | Nb théorique de places à créer : 2 400 x part régionale | Montant total  | Enveloppe 2021 | Reste à déléguer |
|------------|---------------------|--|---|---|--|----------------|------------------|
|            | (A)                 | (B) = (A) / 3                          | (C)                                     | (D) = 2 400 x (C)                                       | (E) Répartition de 75 M€ au prorata de (B) + (D) x 1,1 | (F)            | (G) = (E) - (F)  |
| Corse      | 1 850               | 617                                    | 14%                                     | 339   | 15 543 581   | 4 886 970      | 10 656 611       |
| Guadeloupe | 1 301               | 434                                    | 21%                                     | 504   | 15 503 914   | 4 236 430      | 11 267 484       |
| Martinique | 1 613               | 538                                    | 17%                                     | 405   | 15 442 049   | 4 591 477      | 10 850 572       |
| Guyane     | 199                 | 66                                     | 6%                                      | 153   | 3 682 389  | 847 300        | 2 835 089        |
| La Réunion | 1 449               | 483                                    | 35%                                     | 846   | 22 193 447   | 4 717 823      | 17 475 624       |
| Mayotte    | 0                   | -                                      | 6%                                      | 153   | 2 634 620  | 720 000        | 1 914 620        |
|            |                     | 2 137                                  |   | 2 400   | 75 000 000   | 20 000 000     | 55 000 000       |